

L'impact du Brexit selon Thelen

Hier, sur son blog, Carlo Thelen, le directeur général de la Chambre de commerce, a livré son analyse les probables conséquences de la sortie du Royaume-Uni de l'UE.

Aujourd'hui, le Royaume-Uni fait partie de l'un des principaux partenaires économiques du Luxembourg. Et la sortie des Britanniques de l'Union européenne – avec ou sans accord – aura des conséquences sur la croissance économique du pays avance, chiffres à l'appui, le directeur général de la Chambre de commerce, Carlo Thelen.

Le Brexit, prévu le 29 mars, se fera-t-il avec ou sans accord? À cette question, personne ne peut répondre à l'heure actuelle. Quoi qu'il en soit, la sortie du Royaume-Uni de l'Union européenne aura des conséquences sur l'économie luxembourgeoise. Le 8 février dernier, la Chambre de commerce avait organisé une conférence à destination des entreprises afin qu'elles se préparent à ce Brexit avec ou sans accord (*lire notre édition du samedi 9 février*). Hier, sur son blog, le directeur général de la Chambre de commerce, Carlo Thelen, a été l'auteur d'une piqûre de rappel en écrivant une chronique, intitulée *Brexit: entreprises, préparez-vous!*.

«Aujourd'hui, en termes d'échange de marchandises, le Royaume-Uni constitue pour le Luxembourg, respectivement le 5^e et 7^e plus grand partenaire pour les exportations et les importations. En 2017, le Grand-Duché a ainsi réalisé avec le Royaume-Uni des échanges commerciaux de 518 millions d'euros issus des exportations de biens et 425 millions d'euros d'importations de biens, avance Carlo Thelen. Du côté des services, la relation entre le Luxembourg et le Royaume-Uni tient plus de la complémentarité que de la compétition. En 2017, les échanges de services avec le Royaume-Uni se sont traduits par 12,920 milliards d'euros d'exportations et 12,689 milliards d'euros d'importations. Nos places financières internationales ont grandi ensemble, poussées vers l'avant par un effet d'émulation qui a significativement contribué à déployer les activités bancaires, d'assurances et d'in-

vestissement dans nos deux pays. Les exportations de services financiers ont atteint 7,04 milliards d'euros en 2017, alors que les importations de services financiers se sont élevées à 7,88 milliards cette même année. En outre, il convient de mentionner que 8 des 139 banques établies au Grand-Duché sont britanniques et que, dans le domaine des fonds d'investissement, le Royaume-Uni représente notre deuxième partenaire après les États-Unis, avec une part de marché de 18,4 %. Du côté des investissements étrangers directs, 421 milliards d'euros britanniques ont été investis au Luxembourg.»

➤ Une croissance en baisse

Après cet état des lieux, le directeur général de la Chambre de commerce se penche sur les conséquences pour le Grand-Duché de la sortie du Royaume-Uni de l'UE. «Comme le Royaume-Uni est un partenaire économique majeur du Luxembourg, sa santé économique influence également celle du Grand-Duché, estime-t-il. C'est ainsi que la Commission européenne, dans l'édition d'automne 2018 de ses prévisions économiques, prévoit la fragilisation de l'économie luxembourgeoise, qui, largement ouverte au commerce extérieur, est particulièrement sensible à la montée des tensions internationales. La croissance du Grand-Duché serait ainsi limitée à 3,0 % en 2019 et à 2,7 % en 2020. En outre, un rapport du Fonds monétaire international (FMI) estime que la croissance de l'Union européenne diminuerait de 1,5 % et que le Luxembourg, avec son économie significativement ouverte, serait parmi les pays qui souffriraient le plus du Brexit à côté de l'Irlande, des Pays-Bas, de la Belgique, de Malte et de Chypre. Le FMI souligne en effet que 4 % du PIB luxembourgeois seraient générés grâce à la valeur ajoutée des exportations vers le Royaume-Uni, ce qui est la seconde



Photo: archives iq/julien garroy

Carlo Thelen exhorte les entreprises luxembourgeoises à se préparer au Brexit.

plus importante proportion après l'Irlande.»

Il rappelle également que le Brexit aura des conséquences concrètes au quotidien pour les entreprises luxembourgeoises: «Un "hard Brexit" réintroduirait de manière subite une frontière extérieure de contrôles tarifaires et non tarifaires pour les biens. En conséquence, les activités économiques reposant sur l'approvisionnement et la vente en flux tendus subirait une lourdeur administrative douanière contraignante et nuisible pour leur productivité et leur compétitivité. À titre d'illustration, la Manche est traversée chaque jour par 16 000 camions. Or, selon une étude com-

mandée à l'Imperial College par la BBC, chaque minute de contrôle supplémentaire aux heures de pointe pourrait créer 16 kilomètres de file d'attente.»

En conclusion, Carlo Thelen souligne qu'«il est fondamental, pour les entreprises, pour leurs activités et pour leurs clients, que l'ombre fasse place à la lumière et que nous parvenions à une situation stable, claire et acceptable. Les incertitudes liées au long feuilleton britannique doivent prendre fin dès à présent: il faut cesser d'être dans une situation d'attente, passer d'un statut d'observateur à celui d'acteur des prochaines phases et se préparer résolument à la nouvelle situation.»